

Vu l'arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour la promotion de l'emploi en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, notamment l'article 3, § 2;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La date ultime du dépôt de la convention collective de travail conclue en exécution de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour la promotion de l'emploi en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, est fixée au 30 novembre 1997.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 octobre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail  
Mme M. SMET

Gelet op het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De uiterste datum van neerlegging van de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in uitvoering van artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, wordt vastgesteld op 30 november 1997.

**Art. 2.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 oktober 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

## GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 2709

[S - C - 97/29383]

**24 JUILLET 1997.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des établissements d'accueil de crise agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, modifié par les décrets du 22 décembre 1983 et du 13 mars 1990, notamment l'article 2, a, b, c et f;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse, notamment les articles 4 et 43;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, notamment l'article 60;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 avril 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 avril 1997,

Vu l'urgence motivée par la circonstance que les nouvelles modalités de subventionnement des établissements d'accueil de crise doivent entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997, en raison de la liquidation trimestrielle des subsides aux institutions et services, telle qu'elle est effectuée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 avril 1997, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Enfance et de l'Aide à la Jeunesse,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les établissements d'accueil de crise ont pour objectif d'offrir un hébergement temporaire aux enfants, isolés ou accompagnés de leur mère, et aux futures mères, en vue de favoriser leur insertion sociale ou leur réinsertion dans le milieu familial de vie.

Ces établissements d'accueil de crise sont :

1° la maison maternelle;

2° la pouponnière;

3° le centre d'accueil.

**Art. 2.** L'établissement d'accueil de crise doit faire l'objet d'un agrément par l'Office de la Naissance et de l'Enfance suivant les conditions et la procédure qu'il détermine.

Cet agrément ouvre le droit à l'octroi de subventions conformément aux dispositions du présent arrêté.

L'Office de la Naissance et de l'Enfance détermine pour chaque établissement d'accueil de crise la capacité de fonctionnement, c'est-à-dire le nombre maximum de personnes que l'établissement est en mesure de prendre en charge, soit en hébergement, soit dans le cadre d'un travail d'insertion sociale ou de réinsertion dans le milieu familial de vie.

**Art. 3.** La maison maternelle a pour mission d'héberger toute mère ou toute future mère accompagnée de son (ou de ses) enfant(s), qui est temporairement incapable de résoudre seule ses difficultés physiques, psychologiques ou sociales et pour laquelle un hébergement et une guidance psychosociale s'avèrent nécessaires afin de la soutenir dans l'acquisition ou la restauration de son autonomie.

La maison maternelle élabore un projet adapté au jeune enfant et à sa mère.

L'hébergement a une durée maximale de 9 mois, sauf dérogation dont les conditions et les modalités sont déterminées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

**Art. 4.** La pouponnière et le centre d'accueil ont pour mission d'héberger des enfants qui nécessitent un accueil, en internat, pour des motifs liés à la personne de l'enfant ou à son milieu familial de vie.

La pouponnière, ou le centre d'accueil, élabore un projet et offre un environnement et un encadrement adaptés aux besoins et à l'âge de l'enfant.

L'hébergement a une durée maximale de 12 mois, sauf dérogation dont les conditions et les modalités sont déterminées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

**Art. 5.** Les établissements d'accueil de crise sont tenus de respecter les convictions religieuses, philosophiques et politiques des personnes hébergées et, le cas échéant, des personnes qui exercent l'autorité parentale sur la personne de l'enfant.

Les établissements d'accueil de crise veillent à ce que les contacts des personnes hébergées avec leurs familiers soient maintenus, ou à tout le moins favorisés.

**Art. 6.** Les établissements d'accueil de crise agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance sont habilités à apporter leur concours à l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse en qualité de services s'offrant de manière occasionnelle à organiser des placements, en ce compris des essais de réinsertion dans le milieu de vie, subventionnés par la Direction d'administration de l'Aide à la Jeunesse.

**Art. 7.** Le calcul des subventions aux établissements d'accueil de crise, à charge de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, est effectué comme suit :

1° les crédits réservés aux établissements d'accueil de crise, dans le budget annuel élaboré par les organes de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, sont attribués par enveloppe à chaque établissement;

2° l'enveloppe, visée au point 1° du présent article, est fixée sur base du pourcentage que représentait le montant de la subvention octroyée à l'établissement d'accueil de crise par rapport au montant global des subventions allouées à l'ensemble des établissements d'accueil de crise pendant une période de référence que l'Office de la Naissance et de l'Enfance détermine.

**Art. 8.** L'enveloppe, fixée conformément à l'article 7, est liquidée trimestriellement à l'établissement d'accueil de crise, au prorata du montant total des dépenses réelles justifiées, déduction faite des subventions octroyées par la Direction d'administration de l'Aide à la Jeunesse, visées à l'article 6.

L'établissement d'accueil de crise transmet, chaque trimestre, à l'Office de la Naissance et de l'Enfance un relevé des dépenses réelles justifiées et un relevé des journées de présence, effectives et assimilées, des personnes hébergées.

La journée de présence assimilée désigne la période passée en dehors de l'établissement d'accueil de crise, ensuite de l'hébergement, dans le cadre d'un travail d'insertion sociale ou de réinsertion dans le milieu familial de vie.

Sont considérées comme travail d'insertion sociale ou de réinsertion dans le milieu familial de vie, les activités, y compris l'hébergement temporaire extérieur, menées à l'initiative de l'établissement d'accueil de crise, et subordonnées aux conditions suivantes :

1° l'élaboration d'un projet de guidance et d'encadrement, y compris ses modalités d'évaluation, reconnu par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

2° l'accord des personnes investies de l'autorité parentale, et le cas échéant, de la mère bénéficiaire d'un hébergement en maison maternelle,

3° l'implication de l'établissement d'accueil de crise dans le travail d'insertion sociale ou de réinsertion dans le milieu familial de vie;

4° s'il échet, l'accord du conseiller de l'aide à la jeunesse ou du directeur de l'aide à la jeunesse ou du juge de la jeunesse, si l'hébergement résulte d'une mesure ou d'une décision prise en vertu soit du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse, soit de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

**Art. 9.** A la fin de chaque exercice budgétaire, l'Office de la Naissance et de l'Enfance octroie à l'établissement d'accueil de crise le solde de l'enveloppe fixée conformément à l'article 7, pour autant que le nombre de journées de présence, effectives ou assimilées, dans l'établissement soit au moins égal à 70 % des journées de présence qui ont donné lieu à l'octroi de subventions de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pendant l'année civile 1995.

**Art. 10.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance est habilité à attribuer le solde des crédits réservés aux établissements d'accueil de crise dans son budget, aux établissements dont l'activité, évaluée en fonction du nombre des journées de présence, effectives ou assimilées, est en augmentation proportionnellement à la période de référence fixée conformément à l'article 7.

L'attribution du solde des crédits réservés aux établissements d'accueil de crise est effectuée proportionnellement à l'augmentation de l'activité, à concurrence des dépenses réelles justifiées qui dépassent l'enveloppe visée à l'article 7.

**Art. 11.** Lorsqu'un pouvoir public, ou un organisme public autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance, confie une personne à un établissement d'accueil de crise, il intervient à concurrence des taux journaliers suivants, exprimés en francs belges :

Maison maternelle	mère	1506
	enfant de 0 à 7 ans	1094
Pouponnière ou Centre d'accueil	enfant de 0 à 2 ans	1849
	enfant de 2 à 7 ans	1725
	enfant de 7 à 12 ans	1260

Lorsque l'hébergement est réalisé dans un logement supervisé par la maison maternelle, lui appartenant ou pris en location, le pouvoir ou l'organisme public, qui a sollicité l'hébergement intervient à concurrence de 1 212 francs belges par jour pour la mère ou la future mère et de 465 francs belges par jour pour chaque enfant.

Dans les centres d'accueil et les pouponnières, le pouvoir public, ou l'organisme public autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance, intervient, en outre, à concurrence de 691 francs belges par jour et par enfant, pour couvrir les frais d'entretien de l'enfant qu'il confie à l'établissement d'accueil de crise.

Pendant les périodes que la personne hébergée passe en dehors de l'établissement d'accueil de crise dans le cadre d'un travail d'insertion sociale ou de réinsertion dans le milieu familial de vie, l'intervention du pouvoir public, ou de l'organisme public autre que l'Office de la Naissance est fixée à :

1° pendant les 3 premiers mois, 100 % des taux journaliers visés au premier et au second alinéa du présent article, augmentés de la participation financière maximale par jour et par enfant visée à l'annexe I au présent arrêté;

2° du 3e au 6e mois inclus, 100 % des taux visés au premier et au second alinéa du présent article.

3° après le 6e mois, 50 % des taux journaliers visés au premier et au second alinéa du présent article.

Chaque journée de présence d'un enfant en dehors de l'établissement d'accueil de crise assimilée à une journée de présence effective dans le cadre d'un travail d'insertion sociale ou de réinsertion dans le milieu familial de vie, donne droit à une allocation complémentaire de 140 francs belges, octroyée aux personnes qui ont la charge de l'enfant, quand l'enfant est bénéficiaire d'allocations familiales perçues par le pouvoir ou l'organisme public qui a placé l'enfant dans l'établissement d'accueil de crise.. Cette allocation est due par le pouvoir ou l'organisme public, autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance, qui perçoit les allocations familiales.

Tous les montants fixés dans le présent article sont indexés annuellement le 1er janvier.

Les frais exceptionnels encourus par l'établissement d'accueil de crise en raison, notamment de l'état de santé de l'enfant sont pris en charge par le pouvoir ou l'organisme public, autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance, qui a confié l'enfant.

**Art. 12.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance octroie des avances sur les subventions aux établissements d'accueil de crise suivant les conditions et la procédure qu'il détermine.

**Art. 13.** La maison maternelle demande à la mère ou à la future mère une participation financière dont le montant maximum ne dépasse pas un tiers de ses revenus, non compris les allocations familiales dont elle bénéficie pour son (ou ses) enfant(s), sauf lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance intervient pour couvrir la participation financière de la mère ou de la future mère.

**Art. 14.** La pouponnière, ou le centre d'accueil, demande aux parents ou aux personnes qui ont la charge de l'enfant une participation financière par journée d'hébergement, fixée conformément à l'annexe I au présent arrêté, sauf lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance intervient pour couvrir les frais d'entretien de l'enfant conformément à l'article 11.

**Art. 15.** Les modalités du calcul de la participation financière visée à l'article 14 sont déterminées conformément à l'annexe II au présent arrêté.

**Art. 16.** Les modèles de documents qui doivent être produits par les parents ou les personnes qui ont la charge de l'enfant, lorsqu'ils confient l'enfant à une pouponnière ou un centre d'accueil, figurent aux annexes III et IV au présent arrêté.

**Art. 17.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 1997 fixant les modalités de subventionnement des maisons maternelles;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 1997 fixant les modalités de subventionnement pour 1996 des centres d'accueil et pouponnières.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997. Il cesse ses effets le 31 décembre 1997.

**Art. 19.** La Ministre-Présidente, chargée de l'Enfance et de l'Aide à la Jeunesse, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 juillet 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
La Ministre-Présidente, chargée de l'Enfance et de l'Aide à la Jeunesse,  
Mme L. ONKELINX

Annexe 1

Revenus mensuels nets cumulés du ménage		Participation financière par jour et par enfant		Revenus mensuels nets cumulés du ménage		Participation financière par jour et par enfant	
		100%	70%			100%	70%
	20999	61	61				
21000	21999	116	82	51000	51999	361	253
22000	22999	137	96	52000	52999	366	259
23000	23999	157	110	53000	53999	375	262
24000	24999	172	120	54000	54999	382	268
25000	25999	177	125	55000	55999	389	272
26000	26999	187	131	56000	56999	397	277
27000	27999	193	135	57000	57999	403	283
28000	28999	200	140	58000	58999	411	286

Revenus mensuels nets cumulés du ménage		Participation financière par jour et par enfant		Revenus mensuels nets cumulés du ménage		Participation financière par jour et par enfant	
		100%	70%			100%	70%
29000	29999	204	145	59000	59999	417	292
30000	30999	214	150	60000	60999	424	297
31000	31999	220	154	61000	61999	431	302
32000	32999	229	160	62000	62999	439	307
33000	33999	235	164	63000	63999	444	311
34000	34999	243	169	64000	64999	453	317
35000	35999	249	174	65000	65999	459	321
36000	36999	256	180	66000	66999	467	326
37000	37999	263	184	67000	67999	473	331
38000	38999	270	190	68000	68999	480	337
39000	39999	276	194	69000	69999	488	341
40000	40999	285	199	70000	70999	495	347
41000	41999	291	204	71000	71999	501	351
42000	42999	299	209	72000	72999	509	358
43000	43999	305	213	73000	73999	515	361
44000	44999	312	218	74000	74999	523	366
45000	45999	319	223	75000	75999	529	370
46000	46999	326	228	76000	76999	537	375
47000	47999	333	233	77000	77999	544	380
48000	48999	341	239	78000	78999	552	367
49000	49999	347	243	79000	79999	559	391
50000	50999	355	246	80000	et plus	566	397

Le montant de la participation financière ne peut en aucun cas être inférieur à 61 F (minimum absolu) par jour.

Le montant de la participation financière est fixé à 566 F par jour pour les parents qui ne fournissent pas la preuve de leurs revenus.

Ces montants ne s'appliquent pas à la participation financière d'un pouvoir public ou d'un organisme public qui effectue un placement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des établissements d'accueil de crise agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

#### Annexe II

1. Le calcul de la participation financière des parents ou des personnes qui ont la charge des enfants pour un placement d'enfant dans les centres d'accueil et pouponnières est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage. Par ménage, il faut entendre soit une personne vivant habituellement seule, soit deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté ou d'alliance, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun.

Lorsque l'un des membres du ménage est inscrit sous le régime ouvrier, employé, services publics et assimilés, et l'autre soumis à un autre régime, le revenu mensuel net du ménage est égal à l'addition des revenus mensuels nets des membres du ménage calculés chacun suivant le régime qui lui est applicable.

a) Les revenus mensuels nets cumulés du ménage pris en considération pour le calcul de la participation financière sont ceux du mois précédant l'entrée dans le centre d'accueil ou la pouponnière.

Il y a lieu pour les membres du ménage inscrits sous les régimes ouvrier, employé, services publics assimilés de faire remplir par leur employeur le document figurant à l'annexe 3.

Les membres du ménage soumis à un autre régime peuvent produire le plus récent avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques, accompagné d'une déclaration sur l'honneur.

- b) Par « revenus à justifier », il faut entendre toutes les ressources financières du ménage et notamment :
- revenus professionnels;
  - prestations sociales (incapacité-invalidité-pensions-allocations d'accidents de travail et de maladies professionnelles-allocations de chômage-allocations aux handicapés);
  - allocations de milice;
  - bourse d'études;
  - revenus garantis, minimum de moyens d'existence, aides financières C.P.A.S.
- Les pensions alimentaires seront ajoutées aux revenus de référence, si elles sont perçues.  
Elles seront déduites, si elles sont versées.  
Les remboursements personnels ne peuvent pas être déduits.
- c) L'enquête sociale menée par le travailleur social attaché au centre d'accueil ou à la pouponnière est déterminante pour adapter la participation financière, en cas de situation financière particulière d'une famille, pendant une période précise.  
Toute dérogation au présent barème fera toutefois l'objet d'un rapport justificatif écrit.
- d) La déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé, prévue à l'annexe 3, appuyée de la preuve des revenus, doit être conservée jusqu'à la fin de l'année suivante.
2. a) Lorsque deux enfants d'une même famille sont placés simultanément dans des centres d'accueil ou pouponnières agréés et subventionnés par l'O.N.E., la participation financière due pour chaque enfant est réduite à 70 % de la redevance normalement due.  
Des absences motivées de l'un des enfants ne font pas perdre aux parents le bénéfice de cette mesure.  
Le travailleur social vérifie la simultanéité du placement, lorsque les deux enfants ne sont pas confiés au même centre d'accueil ou pouponnière.
- b) La même réduction à 70 % est accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants faisant partie du ménage.  
L'enfant handicapé pour lequel des allocations familiales majorées sont perçues compte pour deux unités dans le calcul du nombre d'enfants faisant partie du ménage.
- c) Pour les réductions prévues aux points a et b, la participation financière des parents ne peut toutefois être inférieure au minimum absolu.
3. Une provision peut être perçue lors de l'inscription de l'enfant.  
En aucun cas, cette provision ne peut excéder l'équivalent d'un mois de garde.  
Les montants afférents à cette provision sont restitués lors de la sortie de l'enfant après déduction des sommes restant dues au centre d'accueil ou à la pouponnière par les parents.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des établissements d'accueil de crise agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

Annexe III

DECLARATION DES REVENUS DU MENAGE

Parent ou personne ayant la charge de l'enfant et signant la présente déclaration : Nom et prénom : Adresse :  Relation parentale :	Dénomination et adresse du centre d'accueil ou de la pouponnière :
Enfant inscrit : Nom et prénom :  Adresse :  Date de naissance : Composition de la famille : Nombre d'enfants de la famille placé en centre d'accueil ou pouponnière et soumis au même barème de redevances : Date d'inscription :	Réserve au Centre d'Accueil ou à la pouponnière

Cette déclaration est complétée par un des modèles suivants ou d'une déclaration sur l'honneur établie de commun accord avec le travailleur social de l'établissement :

MODELE A	MODELE B
Je soussigné(e) déclare avoir pris connaissance de l'arrêté fixant le barème de la participation financière des parents dans le frais de séjours des enfants hébergés dans les centres d'accueil et pouponnières agréés et subventionnés par l'O.N.E.	Je soussigné(e) déclare que les revenus mensuels nets de mon ménage se décomposent comme suit :
Je ne produis aucune preuve de revenus et m'engage à payer le montant de la participation financière maximale mentionnée dans cet arrêté.	1° ..... F mois de .....
Date	2° ..... F mois de .....
Signature	..... F
	J'appuie cette déclaration des attestations remplies par les employeurs.
	Date
	Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des établissements d'accueil de crise agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

Annexe IV

ATTESTATION A REMPLIR PAR L'EMPLOYEUR ET DESTINEE A

..... (désignation du milieu d'accueil)

Je soussigné(e) .....  
agissant au nom de (dénomination et adresse de l'employeur) .....

certifie que M/me .....  
domicilié(e) à .....

est à mon service en qualité de .....

Sa rémunération mensuelle brute, hors allocations familiales et déduction faite de la cotisation de solidarité, mais y compris :

- l'allocation foyer-résidence
- les autres avantages soumis à déclaration à l'O.N.S.S.

pour le mois de ..... s'élève à : ..... F

Cotisation

O.N.S.S. : ..... F

Caisse veuves et orphelins : ..... F

Caisse de répartition des Pensions Communales : ..... F

Précompte professionnel : ..... F

REMUNERATION NETTE : ..... F

Autres avantages mensuels non soumis à l'O.N.S.S. à préciser :

Allocations de pause carrière : ..... F

Autres : ..... F

Temps de service presté : .....

Fait à ..... le .....

Cachet de l'employeur

signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des établissements d'accueil de crise agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance

La Ministre-Président,  
Mme L. ONKELINX

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 2709

[S - C - 97/29383]

**24 JULI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling en vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de crisisopvanginrichtingen erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap)**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 5, § 1, II;  
Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gewijzigd bij de decreten van 22 december 1983 en 13 maart 1990, inzonderheid op artikel 2, a, b, c en f;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op de artikelen 4 en 43;  
Gelet op het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, inzonderheid op artikel 60;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 april 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 april 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid voortvloeiend uit het feit dat de nieuwe nadere regels voor de subsidiëring van de crisisopvanginrichtingen in werking dienen te treden tegen 1 april 1997, omwille van de driemaandelijke uitbetaling van de toelagen voor instellingen en diensten, zoals ze verricht wordt door de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 april 1997, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Kinderwelzijn en Hulpverlening aan de Jeugd;

Besluit :

**Artikel 1.** De crisisopvanginrichtingen hebben tot doel een tijdelijke huisvesting te verschaffen voor kinderen, die alleen zijn of begeleid door hun moeder, en voor de aanstaande moeders, met het oog op hun inschakeling in de maatschappij of wederinschakeling in het gezinsleefmilieu.

Deze crisisopvanginrichtingen zijn :

1. het moedertehuis;
2. het kinderdag- en nachtverblijf;
3. het opvangcentrum.

**Art. 2.** De crisisopvanginrichting moet erkend worden door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" volgens de voorwaarden en de procedure die hij bepaalt.

Deze erkenning geeft recht op het toekennen van toelagen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

De "Office de la Naissance et de l'Enfance" bepaalt voor iedere crisisopvanginrichting de werkingscapaciteit, met name het maximaal aantal personen dat de inrichting in staat is op te nemen, ofwel in huisvesting, ofwel binnen het kader van een activiteit van maatschappelijke inschakeling of wederinschakeling in het gezinsleefmilieu.

**Art. 3.** Het moedertehuis heeft tot opdracht iedere moeder of aanstaande moeder begeleid door haar kind(eren), die tijdelijk in de onmogelijkheid verkeert op haar eigen haar fysieke, psychologische of maatschappelijke moeilijkheden op te lossen en voor wie een huisvesting en een psychosociale begeleiding nodig zijn om haar te steunen bij het verwerven of herstellen van haar autonomie, te huisvesten.

Het moedertehuis stelt een project op dat aangepast is aan het jonge kind en zijn moeder.

De huisvesting heeft een maximale duur van negen maanden, behoudens afwijking waarvan de voorwaarden en de nadere regels door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" bepaald worden.

**Art. 4.** Het kinderdag- en nachtverblijf en het opvangcentrum hebben tot opdracht het huisvesten van de kinderen die dienen te worden opgevangen, onder het internaatstelsel, om redenen verbonden aan het kind zelf of aan zijn gezinsleefmilieu.

Het kinderdag- en nachtverblijf, of het opvangcentrum, stelt een project op en plaatst het kind in een omgeving en een begeleiding die aangepast zijn aan zijn behoeften en zijn leeftijd.

De huisvesting heeft een maximale duur van twaalf maanden, behoudens afwijking waarvan de voorwaarden en de nadere regels door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" vastgesteld worden.

**Art. 5.** De crisisopvanginrichtingen dienen de godsdienstige, filosofische en politieke overtuigingen van de gehuisveste personen te eerbiedigen en, zo nodig, deze van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen over het kind.

De crisisopvanginrichtingen zorgen ervoor dat de contacten tussen de gehuisveste personen en hun leefgenoten behouden blijven, of minstens dat deze contacten aangemoedigd worden.

**Art. 6.** De crisisopvanginrichtingen erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" worden ertoe gemachtigd hun hulp te bieden bij de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd als diensten die occasioneel plaatsingen organiseren, met inbegrip van de pogingen tot wederinschakeling in het leefmilieu, die gesubsidieerd worden door de Bestuursdirectie Hulpverlening aan de Jeugd.

**Art. 7.** De berekening van de toelagen voor de crisisopvanginrichtingen, ten laste van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", geschiedt als volgt :

1° de kredieten bestemd voor de crisisopvanginrichtingen, in de jaarlijkse begroting opgesteld door de beheersorganen van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", worden toegekend per envelop voor iedere inrichting;

2° de envelop bedoeld bij punt 1° van dit artikel wordt vastgelegd op basis van het percentage dat het bedrag van de toelage toegekend aan de crisisopvanginrichting uitmaakte in verhouding tot het globaal bedrag van de toelagen toegekend aan het geheel van de crisisopvanginrichtingen gedurende een referentieperiode die door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" wordt bepaald.

**Art. 8.** De envelop, vastgesteld overeenkomstig artikel 7, wordt om de drie maand uitbetaald ten voordele van de crisisopvanginrichting, naar verhouding van het totaal bedrag van de verantwoorde werkelijke uitgaven, mits aftrek van de toelagen toegekend door de Bestuursdirectie Hulpverlening aan de Jeugd, bedoeld bij artikel 6.

Om de drie maand zendt de crisisopvanginrichting de "Office de la Naissance et de l'Enfance" een lijst over met vermelding van de verantwoorde werkelijke uitgaven en een lijst met de werkelijke en gelijkgestelde dagen aanwezigheid van de gehuisveste personen.

De gelijkgestelde dag aanwezigheid slaat op een periode doorgebracht buiten de crisisopvanginrichting, als gevolg van de huisvesting, in het kader van een actie inzake maatschappelijke integratie of wederinschakeling in het gezinsleefmilieu.

Worden beschouwd als actie inzake maatschappelijke integratie of wederinschakeling in het gezinsleefmilieu de activiteiten, met inbegrip van de tijdelijke externe huisvesting, uitgevoerd op het initiatief van de crisisopvanginrichting, en die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° het opstellen van een begeleidings- en omkaderingsproject, met de nadere regels voor de evaluatie, erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

2° de instemming van de personen die bekleed zijn met het ouderlijk gezag, en desgevallend, van de moeder die huisvesting geniet in een moedertehuis;

3° het deelnemen van de crisisopvanginrichting aan de actie van maatschappelijke integratie of wederinschakeling in het gezinsleefmilieu;

4° zo nodig, de instemming van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechter, indien de huisvesting voortvloeit uit een maatregel of een beslissing getroffen ofwel krachtens het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, ofwel krachtens de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

**Art. 9.** Op het einde van ieder begrotingsjaar kent de "Office de la Naissance et de l'Enfance" aan de crisisopvanginrichting het saldo van de envelop vastgelegd overeenkomstig artikel 7 toe, voor zover het aantal werkelijke of gelijkgestelde dagen aanwezigheid in de inrichting minstens gelijk is aan 70% van de dagen van aanwezigheid waarvoor toelagen door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" toegekend werden gedurende het burgerlijk jaar 1995.

**Art. 10.** De "Office de la Naissance et de l'Enfance" is ertoe gemachtigd het saldo van de kredieten bestemd voor de crisisopvanginrichtingen in zijn begroting aan de inrichtingen toe te kennen waarvan de activiteit, gemeten op grond van het aantal werkelijke of gelijkgestelde dagen aanwezigheid, een toename kent vergeleken met de overeenkomstig artikel 7 bepaalde referentieperiode.

De toekenning van het saldo van de kredieten bestemd voor de crisisopvanginrichtingen geschiedt evenredig met de toename van de activiteit, ten belope van de verantwoorde werkelijke uitgaven die de envelop bedoeld bij artikel 7 overschrijden.

**Art. 11.** Wanneer een ander overheidsbestuur of een andere openbare instelling dan de "Office de la Naissance et de l'Enfance" een persoon toevertrouwd aan een crisisopvanginrichting, komt dat bestuur of die instelling tegemoet ten belope van de volgende dagelijkse bedragen, uitgedrukt in belgische frank :

Moedertehuis	moeder	1506
	kind van 0 tot 7 jaar	1094
Kinderdag- en nachtverblijf of opvangcentrum	kind van 0 tot 2 jaar	1849
	kind van 2 tot 7 jaar	1725
	kind van 7 tot 12 jaar	1260

Wanneer de huisvesting plaatsvindt in een door het moedertehuis onder toezicht gehouden woning, die het aanbehoort of die gehuurd is, komt het overheidsbestuur of de openbare instelling dat/die de huisvesting heeft aangevraagd tegemoet ten belope van een bedrag van 1212 belgische frank per dag voor de moeder of de aanstaande moeder en van 465 belgische frank per dag voor ieder kind.

In de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven, komt het ander overheidsbestuur of de andere openbare instelling dan de "Office de la Naissance et de l'Enfance", bovendien, tegemoet ten belope van 691 belgische frank per dag en per kind, om de onderhoudskosten te dekken van het kind dat toevertrouwd wordt aan de crisisopvanginrichting.

Gedurende de periodes waarin de gehuisveste persoon buiten de crisisopvanginrichting bevindt in het kader van een actie inzake maatschappelijke integratie of wederinschakeling in het gezinsleefmilieu wordt de tegemoetkoming van het ander overheidsbestuur of de andere openbare instelling dan de "Office de la Naissance et de l'Enfance" bepaald op :

1° gedurende de eerste drie maanden, 100% van de dagelijkse bedragen bedoeld in de leden 1 en 2 van dit artikel, vermeerderd met de maximale financiële bijdrage per dag en per kind bedoeld in bijlage I van dit besluit;

2° van de derde tot de zesde maand inbegrepen, 100% van de bedragen bedoeld in de leden 1 en 2 van dit artikel;

3° na de zesde maand, 50% van de dagelijkse bedragen bedoeld in de leden 1 en 2 van dit artikel.

Elke dag aanwezigheid van een kind buiten de crisisopvanginrichting, gelijkgesteld met een werkelijke dag aanwezigheid in het kader van een actie inzake maatschappelijke integratie of wederinschakeling in het gezinsleefmilieu, geeft recht op een bijkomende toelage van 140 belgische frank, toegekend aan de personen die het kind ten laste hebben, wanneer het kind kinderbijslag geniet dat door het overheidsbestuur of de openbare instelling dat/die het kind geplaatst heeft in de crisisopvanginrichting, ontvangen wordt. Deze toelage dient betaald te worden door het ander overheidsbestuur of de andere openbare instelling dan de "Office de la Naissance et de l'Enfance", dat/die de kinderbijslag ontvangt.

Alle bedragen bepaald in dit artikel worden elk jaar op 1 januari geïndexeerd.

De uitzonderlijke kosten gedragen door de crisisopvanginrichting ten gevolge, onder andere, van de gezondheidstoestand van het kind worden ten laste genomen door het ander overheidsbestuur of de andere openbare instelling dan de "Office de la Naissance et de l'Enfance" dat/die het kind toevertrouwde.



**Art. 12.** De "Office de la Naissance et de l'Enfance" kent voorschotten toe op de toelagen voor de crisisopvang-inrichtingen volgens de voorwaarden en de procedure die door hem worden bepaald.

**Art. 13.** Het moedertehuis vraagt de moeder of aanstaande moeder een financiële bijdrage waarvan het maximumbedrag een derde van haar inkomsten niet overschrijdt, zonder inbegrip van de kinderbijslag die zij voor haar kind(eren) geniet, behoudens wanneer een ander overheidsbestuur of een andere openbare instelling dan de "Office de la Naissance et de l'Enfance" tegemoet komt om de financiële bijdrage van de moeder of aanstaande moeder te dekken.

**Art. 14.** Het kinderdag- en nachtverblijf, of het opvangcentrum, vraagt de ouders of de personen die het kind ten laste hebben een financiële bijdrage per huisvestingsdag, vastgesteld overeenkomstig bijlage I bij dit besluit, behoudens wanneer een ander overheidsbestuur of een andere openbare instelling dan de "Office de la Naissance et de l'Enfance" tegemoet komt om de onderhoudskosten van het kind te dekken overeenkomstig artikel 11.

**Art. 15.** De nadere regels voor de berekening van de financiële bijdrage bedoeld in artikel 14 worden vastgesteld overeenkomstig bijlage II bij dit besluit.

**Art. 16.** De modellen van documenten die door de ouders of de personen die het kind ten laste hebben, dienen te worden voorgelegd, wanneer ze het kind aan een kinderdag- en nachtverblijf of opvangcentrum toevertrouwen, zijn te vinden in de bijlagen III et IV bij dit besluit.

**Art. 17.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 1997 tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen aan de moedertehuizen;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 1997 tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1996 aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 1997. Het houdt op uitwerking te hebben op 31 december 1997.

**Art. 19.** De Minister-Voorzitster, belast met Kinderwelzijn en Hulpverlening aan de Jeugd, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 juli 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met Kinderwelzijn en Hulpverlening aan de Jeugd,

Mevr. L. ONKELINX

Bijlage I

Gecumuleerde netto maandinkomsten van het gezin	Financiële bijdrage per dag en per kind		Gecumuleerde netto maandinkomsten van het gezin	Financiële bijdrage per dag en per kind		
	100%	70%		100%	70%	
20999	61	61				
21000	116	82	51000	51999	361	253
22000	137	96	52000	52999	366	259
23000	157	110	53000	53999	375	262
24000	172	120	54000	54999	382	268
25000	177	125	55000	55999	389	272
26000	187	131	56000	56999	397	277
27000	193	135	57000	57999	403	283
28000	200	140	58000	58999	411	286
29000	204	145	59000	59999	417	292
30000	214	150	60000	60999	424	297
31000	220	154	61000	61999	431	302
32000	229	160	62000	62999	439	307
33000	235	164	63000	63999	444	311
34000	243	169	64000	64999	453	317
35000	249	174	65000	65999	459	321
36000	256	180	66000	66999	467	326
37000	263	184	67000	67999	473	331
38000	270	190	68000	68999	480	337
39000	276	194	69000	69999	488	341
40000	285	199	70000	70999	495	347
41000	291	204	71000	71999	501	351
42000	299	209	72000	72999	509	358
43000	305	213	73000	73999	515	361
44000	312	218	74000	74999	523	366

Gecumuleerde netto maandinkomsten van het gezin		Financiële bijdrage per dag en per kind		Gecumuleerde netto maandinkomsten van het gezin		Financiële bijdrage per dag en per kind	
		100%	70%			100%	70%
45000	45999	319	223	75000	75999	529	370
46000	46999	326	228	76000	76999	537	375
47000	47999	333	233	77000	77999	544	380
48000	48999	341	239	78000	78999	552	367
49000	49999	347	243	79000	79999	559	391
50000	50999	355	246	80000	en meer	566	397

Het bedrag van de financiële bijdrage mag in geen geval lager zijn dan 61 F (absoluut minimum) per dag.

Het bedrag van de financiële bijdrage wordt vastgesteld op 566 F per dag voor de ouders die het bewijs van hun inkomsten niet indienen.

Deze bedragen zijn niet van toepassing op de financiële bijdrage van een overheidsbestuur of een openbare instelling dat/die een plaatsing verricht.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling en vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de crisisopvanginrichtingen erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

De Minister-Voorzitter,  
Mevr. L. ONKELINX.

#### Bijlage II

1. De berekening van de financiële bijdrage van de ouders of de personen die de kinderen ten laste hebben, voor de plaatsing van een kind in de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven, is gebaseerd op de gecumuleerde netto maandinkomsten van het gezin. Onder "gezin" dient te worden verstaan ofwel een persoon die gewoonlijk alleen woont, of twee of meer personen, die al dan niet bloed- of aanverwanten zijn, die eenzelfde woning bezetten en die daar samen wonen.

Wanneer een van de leden van het gezin ingeschreven is onder het stelsel werklieden, bedienden, openbare diensten of gelijkgestelde, en het ander onderworpen is aan een ander stelsel, zijn de netto maandinkomsten van het gezin gelijk aan de optelling van de netto maandinkomsten van de leden van het gezin, afzonderlijk berekend volgens het stelsel dat op dat lid van toepassing is.

- a) De gecumuleerde netto maandinkomsten van het gezin die in aanmerking genomen worden voor de berekening van de financiële bijdrage zijn die van de maand die voorafgaat aan het opnemen in het opvangcentrum of het kinderdag- en nachtverblijf.

Voor de familieleden die ingeschreven zijn onder het stelsel werklieden, bedienden, openbare diensten of gelijkgestelde, dient het document in bijlage III door de werkgever ingevuld te worden. De familieleden onderworpen aan een ander stelsel mogen het recentste aanslagbiljet met een verklaring op erewoord indienen.

- b) Onder "te verantwoorden inkomsten" dienen verstaan te worden al de financiële inkomsten van het gezin en inzonderheid :

- beroepsinkomsten;
- sociale uitkeringen (ongeschiktheid - invaliditeit - pensioenen - arbeidsongevallen en beroepsziekten - werkloosheid - gehandicapten);
- militievergoeding;
- studiebeurs;
- gewaarborgde inkomsten, bestaansminimum, financiële steun O.C.M.W.

De uitkeringen tot levensonderhoud zullen worden bijgeteld bij de referentie-inkomsten, indien zij worden ontvangen. Zij zullen worden afgetrokken, indien zij worden gestort. De persoonlijke terugbetalingen kunnen niet worden afgetrokken.

- c) Het maatschappelijk onderzoek door de maatschappelijk werker gebonden aan het opvangcentrum of het kinderdag- en nachtverblijf is beslissend voor het aanpassen van de financiële bijdrage, in geval van bijzondere financiële toestand van het gezin gedurende een gegeven periode.

Iedere afwijking van dit barema zal door een schriftelijk verslag verantwoord worden.

- d) De aangifte van de inkomsten van het gezin of van de alleenstaande ouder, voorzien in bijlage III, gestaafd met het bewijs van de inkomsten, dient bewaard te worden tot het einde van het volgend jaar.

2. a) Wanneer twee kinderen van eenzelfde gezin simultaan geplaatst worden in opvangcentra of kinderdag- en nachtverblijven erkend en gesubsidieerd door de ONE, wordt de financiële bijdrage voor ieder kind teruggebracht tot 70% van de normale bijdrage.

Verantwoorde afwezigheden van een van de kinderen hebben niet tot gevolg dat de ouders deze maatregel niet meer zouden genieten.

De maatschappelijk werker gaat de gelijktijdigheid van de plaatsing na, wanneer de twee kinderen niet aan eenzelfde opvangcentrum of kinderdag- en nachtverblijf toevertrouwd zijn.

- b) Dezelfde terugbrenging tot 70% wordt toegekend voor ieder kind dat deel uitmaakt van een gezin met drie kinderen die ten laste zijn.

Het gehandicapte kind voor wie een vermeerde kinderbijslag wordt ontvangen, telt voor twee eenheden in de berekening van het aantal kinderen die ten laste van het gezin zijn.

- c) Voor de kortingen bedoeld in de punten a en b mag de financiële bijdrage van de ouders niet lager liggen dan het absoluut minimum.

3. Een provisie mag ontvangen worden bij het inschrijven van het kind.  
 In geen geval mag deze provisie het equivalent van een maand opneming overschrijden.  
 De bedragen betreffende deze provisie worden terugbetaald wanneer het kind weggaat, na aftrek van de bedragen die het opvangcentrum of het kinderdag- en nachtverblijf door de ouders verschuldigd zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling en vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de crisisopvanginrichtingen erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

De Minister-Voorzitster,  
 Mevr. L. ONKELINX

Bijlage III

AANGIFTE VAN DE GEZINSINKOMSTEN

Ouder of persoon die het kind ten laste heeft en die deze aangifte ondertekent : Naam en voornaam : Adres :  Verwantschapsband :	Benaming en adres van het opvangcentrum of van het kinderdag- en nachtverblijf :
Ingeschreven kind : Naam en voornaam :  Adres :  Geboortedatum : Samenstelling van het gezin : Aantal kinderen van het gezin geplaatst in een opvangcentrum of kinderdag- en nachtverblijf en onderworpen aan hetzelfde barema van bijdragen : Datum van inschrijving :	Bestemd voor het opvangcentrum of het kinderdag- en nachtverblijf

Deze aangifte wordt aangevuld met een van de volgende modellen of een verklaring op erewoord gesteld in onderlinge overeenkomst met de maatschappelijk werker van de inrichting :

A-MODEL	B-MODEL
Ik, ondergetekende, verklaar kennis te hebben genomen van het besluit tot vaststelling van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfkosten van kinderen die gehuisvest zijn in opvangcentra en kinderdag- en nachtverblijven die erkend en gesubsidieerd zijn door de ONE.  Ik leg geen bewijs van inkomsten voor en verbind mij ertor het bedrag van de maximale financiële bijdrage bedoeld in dat besluit te betalen.  Datum Handtekening	Ik, ondergetekende, verklaar dat de netto maandinkomsten van zijn gezin als volgt zijn onderverdeeld : 1° ..... F voor de maand ..... 2° ..... F voor de maand ..... ..... F  Ik staaf deze aangifte met de attesten ingevuld door de werkgevers.  Datum Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling en vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de crisisopvanginrichtingen erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

De Minister-Voorzitster,  
 Mevr. L. ONKELINX.

## Bijlage IV

## ATTEST IN TE VULLEN DOOR DE WERKGEVER EN BESTEMD VOOR

..... (benaming van het opvangmilieu)

Ik, ondergetekende, .....

uit naam van (benaming en adres van de werkgever)

.....

.....

bevestigt dat de heer/mevrouw .....

met woonplaats te .....

in dienst is bij mij als .....

Zijn (haar) bruto maandelijkse bezoldiging, kinderbijslag niet inbegrepen en met aftrek van de solidariteitsbijdrage,

maar met inbegrip van :

— haard- en standplaatstoelage

— de andere voordelen die aangegeven dienen te worden bij de RSZ

voor de maand ..... bedraagt : ..... F

Bijdrage :

RSZ : ..... F

Weduwen- en Wezenkas : ..... F

Omslagkas voor Gemeentelijke Pensioenen : ..... F

Bedrijfsvoorheffing : ..... F

NETTO BEZOLDIGING : ..... F

Andere maandelijkse voordelen niet onderworpen aan de RSZ, nader te bepalen :

Toelage voor loopbaanonderbreking : ..... F

Andere toelagen : ..... F

Gepresteerde diensttijd : .....

Gedaan te Brussel,

Stempel van de werkgever

Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling en vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de crisisopvanginrichtingen erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

De Minister-Voorzitter,  
Mevr. L. ONKELINX